

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

AVENANT N° 3 DU 16 NOVEMBRE 2006

À L'ACCORD DU 15 MARS 2001 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0750021M*

IDCC : *1090*

Les organisations soussignées,

Vu les statuts de l'IPSA en date du 15 mars 2001, modifiés par avenants n° 1 du 9 décembre 2004 et n° 2 du 14 mars 2006 ;

Vu les délibérations de la commission paritaire extraordinaire de l'IPSA en date du 25 avril 2006 et du 24 octobre 2006, transmises au secrétariat de la commission paritaire nationale le 9 novembre,

conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Le 2^e alinéa de l'article 2 des statuts de l'IPSA, modifié par l'avenant n° 2 du 14 mars 2006, prévoit l'adhésion de certaines entreprises ou organismes sur décision individuelle de l'institution, en énumérant 3 conditions qui font chacune l'objet d'un tiret : aux 2^e et 3^e tirets, le mot : « il » est remplacé par les mots : « l'entreprise ou l'organisme demandeur ».

Article 2

Le texte du 7^e tiret du paragraphe 7.4 « administration de l'institution » est modifié comme suit :

- « – nomme en son sein une commission de recours gracieux pour examiner, à titre exceptionnel, le rejet d'une demande d'attribution de capital de fin de carrière d'un participant de l'institution, dans le cadre du règlement du capital de fin de carrière ; cette commission fonctionne dans les conditions fixées par un règlement intérieur adopté par le conseil ; ».

Article 3

Le texte du 1^{er} tiret du paragraphe 7.5 « relations avec la commission paritaire de l'institution » est modifié comme suit :

- « – adresse aux membres de la commission paritaire ordinaire ou, selon le cas, met à leur disposition en temps utile les documents nécessaires et notamment ceux mentionnés aux articles A. 931-3-13 et suivants du code de la sécurité sociale, pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion de l'institution. A compter de la communication de ces documents, tout membre de la commission paritaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil est tenu de répondre au cours de la réunion de la commission paritaire ; ».

Article 4

Le texte du 2^e tiret du paragraphe 7.5 « relations avec la commission paritaire de l'institution » est modifié comme suit :

- « – adresse en outre à la commission paritaire tout document, étude et tableau de bord relatif au régime professionnel obligatoire et aux garanties supplémentaires de prévoyance permettant à la commission paritaire de suivre l'évolution du régime de prévoyance ; ».

Article 5

Le dernier tiret du paragraphe 7.5 « relations avec la commission paritaire de l'institution » est supprimé, et il est ajouté à ce paragraphe un alinéa nouveau ainsi rédigé : « Le conseil d'administration est informé de tout projet de modification des statuts et règlements de l'institution, de transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations, que l'institution soit cédante ou cessionnaire, de fusion, de scission ou de dissolution de l'institution, initié par la commission paritaire extraordinaire. Il doit rendre un avis motivé dans les 4 mois. »

Article 6

Le 3^e alinéa de l'article 12 « Composition et fonctionnement » est scindé en 2 phrases. La 1^{re} s'achève après les mots : « fonctionnement interne » et la 2^e est ainsi rédigée : « Elle indique au conseil d'administration de l'institution les moyens dont elle souhaite disposer, en motivant la demande. »

Article 7

Le 4^e alinéa de l'article 13 « Attributions de la commission paritaire » est complété comme suit : « , après avis motivé du conseil d'administration dans un délai de 4 mois. Ces décisions ne pourront s'appliquer qu'après accord exprès de la commission paritaire nationale des services de l'automobile ».

Article 8

Le texte du 5^e alinéa de l'article 13 « Attributions de la commission paritaire », après les mots : « branche professionnelle », est modifié comme suit : « , après avis motivé du conseil d'administration dans un délai de 4 mois. Elle peut demander que les coûts afférents à cette adhésion lui soient communiqués ».

Article 9

Après le 8^e alinéa de l'article 13 « Attributions de la commission paritaire », est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé : « Les documents transmis par la commission paritaire de l'institution à la commission paritaire nationale sont simultanément communiqués au conseil d'administration, pour information. »

Article 10

Le dernier alinéa de l'article 13 « Attributions de la commission paritaire » est complété par la phrase suivante : « Ces décisions feront l'objet d'un accord formalisé de la commission paritaire nationale des services de l'automobile. »

Article 11

L'avenant n° 2 du 14 mars 2006 et le présent avenant n° 3 feront l'objet du dépôt légal des accords collectifs visé à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 12

Trois exemplaires originaux de l'avenant n° 2 du 14 mars 2006 et du présent avenant n° 3 modifiant les statuts issus de l'avenant n° 2 seront adressés à l'IPSA en vue de leur dépôt en double exemplaire au greffe du tribunal de grande instance de Paris, conformément aux dispositions de l'article R. 931-1-10 du code de la sécurité sociale.

Fait à Suresnes, le 16 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Les professionnels du pneu ;
FFC ;
FNAA ;
GNESA ;
FNCRM ;
UNIDEC ;
SNCTA ;
CNPA.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

CFE-CGC métallurgie ;

FO ;

FGMM-CFDT.